



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

18/06/2026

## **Colonialisme écologiste : la gauche coloniale confirme !**

La proposition de loi portée par les deux députés de Guyane, Jean-Victor Castor et Davy Rimanne, pour lever l'interdiction du forage du pétrole dans les outre-mers a été discutée à l'Assemblée nationale le 11 juin dernier. Sur les 139 députés présents, 64 ont voté pour la proposition de loi, 74 contre et 1 s'est abstenu.

Dans le détail ; les 38 députés RN présents (sur 122) ont voté pour, de même que les 5 députés UDR présents (sur 17), les 5 députés Horizons présents (sur 35), 2 des 5 députés MODEM (sur 37), les 2 LR présents (sur 48), 2 des 17 Ensemble Pour la République (sur 91) et les 8 présents du groupe GDR (sur 17) dont 3 députés du PCF métropolitains. Il faut y ajouter deux députés de la Guadeloupe, un du groupe LFI et un du groupe PS.

Le gros des troupes de l'opposition à la loi est représenté par l'axe gauche-macronistes, 29 des 30 présents de LFI (sur 71), dont l'état-major, Bompard, Guetté, Panot, Trouvé, « l'antifasciste » Raphaël Arnault et même Jérôme Legavre, militants du POI ; les 17 présents d'EELV (sur 38), dont Châtelain, Rousseau, Voynet et Simonnet, exclue de LFI ; 10 des 12 présents du PS, mais sans les ténors ; 15 des 17 présents d'Ensemble pour la République, dont Attal, Ferracci, Genetet et Grégoire ; et 3 des 5 du MODEM.

L'abstentionniste est un député du PS. Il est à noter l'absence totale des députés du groupe LIOT, comptant 23 députés dont 5 ultramarins.

Le vote contre, massif, de la grande majorité des députés de « gauche », hormis ceux du PCF, au nom de la sacro-sainte écologie, a un relent manifeste de colonialisme. Davy Rimanne l'a dit dans son intervention : « *Le sujet n'est pas de savoir si le pétrole est l'avenir de la Guyane, mais plutôt si la Guyane a le droit de choisir. [...] A droite comme à gauche, vous êtes persuadés que vous savez mieux que nous. Depuis des décennies cet hémicycle ne nous écoute pas.* ».

Ainsi, la représentante des Ecologistes a eu le bon goût de répliquer à Jean-Victor Castor : « *Je ne suis jamais allée en Guyane, mais je suis députée de toute la République française* », y compris, donc, députée des territoires colonisés. Quant au ministre Lescure, chargé de donner la position du gouvernement, opposé à la proposition de loi, une opposition n'ayant vraiment été assumée uniquement par les Macronistes pur sucre, il a parlé du côté anachronique de la proposition de loi et argumenté autour du fait qu'il était improbable de trouver du pétrole en Guyane : « *On ne construit pas un modèle social et économique sur un mirage.* ». Ce à quoi, Jean-Victor Castor a répliqué « *Pourquoi interdire, s'il s'agit d'un mirage ?* ».

Les députés guyanais ont reproché à la « gauche » d'être adepte du colonialisme vert. Ils ont parfaitement raison, car au nom de l'écologie on empêche l'autodétermination des Guyanais, au nom de l'écologie on prend des dispositions coloniales pures, empêchant les Guyanais de décider eux-mêmes, au nom de l'écologie, des sachants du centre impérialiste décident à la place la population autochtone.

Dans un texte commun de diverses associations écologistes, dont Les amis de la Terre et Greenpeace, nous pouvons lire ceci : « *Une majorité de parlementaires a finalement défendu le consensus scientifique [...] en votant contre le texte. A travers leur vote, les députés ont évité d'ancrer dans le droit français un recul environnemental majeur et de créer une France à deux vitesses.* ». A aucun moment le texte n'évoque la misère vécue par les Guyanais, ni la responsabilité de la colonisation dans cet état de fait, encore moins la nécessité de laisser les Guyanais décider pour ce qui les concerne. La seule proposition, en fin de texte est : « *Il est désormais urgent que le gouvernement et les parlementaires appuient politiquement et financièrement le développement de filières dans les territoires ultramarins telles que l'agriculture, la sylviculture, la pêche artisanale et les énergies renouvelables, capables de stimuler l'économie locale tout en préservant l'environnement.* ». Outre le mépris dogmatique indiqué, car par cela c'est évident, ces activités ne sont pas de nature à régler la crise sociale en Guyane, nos sachants écologistes ne se demandent jamais si elles intéressent les Guyanais !

Nous le disions la semaine dernière, il est impossible, pour le Parti Révolutionnaire Communistes, de soutenir une position coloniale, même défendue avec de « bons sentiments ». Ces positions colonialistes, tenues par des gens, par ailleurs, souvent critiques de la colonisation, soutiennent les historiens petits-bourgeois réclamant une autre lecture de la colonisation que celle voulue par les réactionnaires. Pour autant, ils adhèrent, le voulant ou non à la « mission civilisatrice » de la colonisation. On ne peut caractériser autrement le fait de décider ce qui est bien pour la Guyane en prenant le rebours de l'avis des colonisés. Les mêmes soutiennent la Palestine, mais savent mieux que les Palestiniens comment et avec qui résister, de préférence, sans armes et sans le Hamas. Les mêmes, encore, après l'agression impérialiste contre l'Iran, mettent sur le même plan les agresseurs impérialistes et leur prolongement sioniste et les agressés en brocardant avec mépris le « régime des mollahs » ou en proclamant « ni Trump, ni mollahs ». Dans cette vision où l'Occident, fût-ce sa frange « progressiste », continue de savoir mieux que les colonisés ce qu'ils doivent faire, nous ne sommes pas loin de la colonisation civilisante, ce que Rudyard Kipling appelait : « le fardeau de l'homme blanc ».

L'écologie politique étant le prétexte à cette « bien-pensance » coloniale n'est pas non plus étonnant. C'est un courant malthusien destiné à gommer la lutte des classes, culpabiliser les travailleurs afin de mieux absoudre le système capitaliste de ses responsabilités environnementales. Et c'est un concept occidental, dans lequel des tenants des « Lumières » de Voltaire, au nom de leur propre culpabilisation (l'impérialisme occidental est également dominant en matière de pollution depuis le début du capitalisme) décident de culpabiliser les autres peuples, permettant de perpétuer leur domination.

**Le Parti Révolutionnaire Communistes combat et combattra toujours l'idéologie colonialiste, quand bien même affublée de « bons sentiments ».**